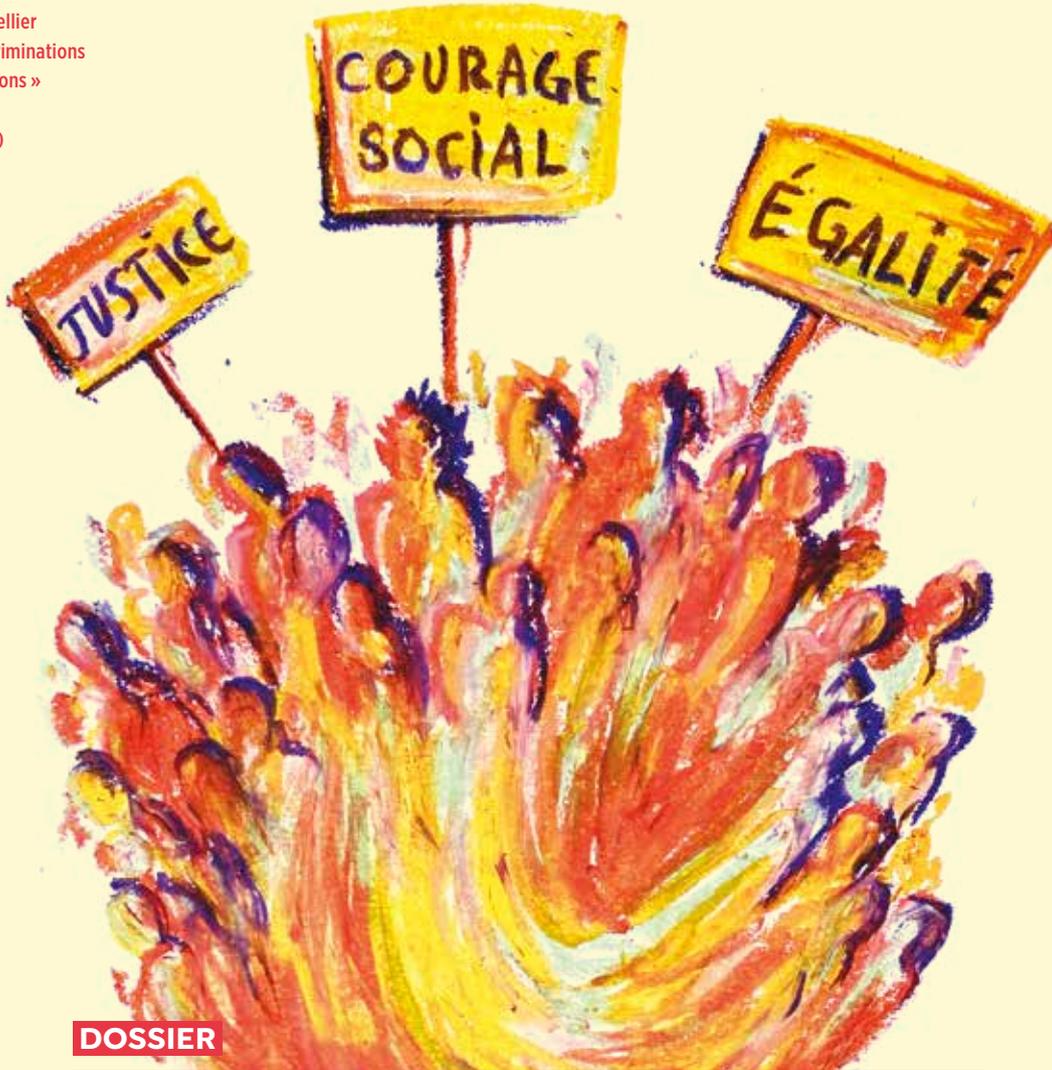




Possible!

→ Illustration réalisée
par Patricia Tonnellier
pour le colloque « Discriminations
& rapports de dominations »
en octobre 2024
(patriciatonnellier.com)



DOSSIER

Lutter contre les discriminations

Les centres sociaux en ordre de marche



PORTRAIT
Rachid Ben-Elkheznadji
L'envie de partager ce qu'il a reçu



EN IMAGES
Mayotte
Lancement d'une fédération locale !



ÇA BOUGE
Trop bien !
De la musique pour les enfants sourds

En tant que centre social ou EVS, vous jouez un rôle essentiel dans la vie de la communauté.

Mais saviez-vous que votre responsabilité et votre couverture d'assurance sont des sujets importants à appréhender ?



L'assurance est obligatoire pour mon centre social.

VRAI et FAUX

Dans la majorité des cas, bien que la loi ne vous oblige pas à souscrire une assurance, il est essentiel de le faire pour protéger votre centre social. Imaginez que lors d'une sortie, un participant se blesse et se retourne contre votre centre social pour la prise en charge de ses frais médicaux. Sans assurance, les conséquences financières pourraient être lourdes... Par ailleurs, l'assurance reste obligatoire pour les structures qui accueillent ou hébergent des mineurs ou encore les associations organisatrices de voyages !

Lors d'une soirée organisée par notre centre, la salle que nous occupions a été détériorée. Nous avons oublié de déclarer cet événement à notre conseiller MAIF, nous ne sommes donc pas couverts...

FAUX

Il est courant de penser que sans déclaration préalable, aucun sinistre ne sera couvert. Cependant, le contrat d'assurance multirisque MAIF protège les lieux utilisés de manière temporaire, même en l'absence de déclaration. Ainsi, si un participant endommage la salle pendant une activité, l'assurance peut intervenir pour couvrir les frais de réparation.

Pour cette même soirée, la platine son empruntée à une association de notre commune a été volée. Heureusement, mon contrat MAIF la couvrait.

VRAI

Beaucoup de gens s'interrogent sur la couverture des objets empruntés ou loués. Heureusement, avec MAIF, ces biens sont assurés au même titre que ceux appartenant à votre centre social. Donc, en cas de vol de la platine son, vous pouvez être tranquille : le contrat d'assurance prévoit son remboursement.

Découvrez à travers ce **VRAI/FAUX**, des points essentiels autour de l'assurance de votre structure.

Nous organisons un séjour en Ardèche pour nos adhérents, nous devons le déclarer à la MAIF pour être couverts et payer un supplément de cotisation.

FAUX

Il est un malentendu fréquent de croire qu'il faut déclarer chaque nouvelle activité et payer plus pour être couvert. En réalité, le contrat d'assurance multirisque MAIF destiné aux centres sociaux assure automatiquement toutes vos activités, y compris celles qui sont exceptionnelles ou occasionnelles. Cela vous permet de vous libérer l'esprit et de vous concentrer entièrement sur l'organisation de vos événements et le bien-être de vos adhérents.

Un adhérent est victime d'une intoxication alimentaire à cause d'un sandwich vendu par notre centre social lors d'une journée d'animations. Nous pouvons être tenus pour responsables.

VRAI

En tant que distributeurs de produits alimentaires, vous êtes directement responsables du respect des normes d'hygiène et de conservation des produits que vous vendez, et la réglementation européenne sur le sujet est très stricte... Rassurez-vous, en assurant votre CS à la MAIF, vous serez protégé contre le risque d'intoxication alimentaire.



MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Entreprises régie par le Code des assurances. FCSF - Fédération des centres sociaux et socioculturels de France - 10 rue Montcalm - CS 11003 - 75 809 Paris cedex 17. Association reconnue d'utilité publique - SIRET : 7844527300053.

édito

Depuis plus de quinze ans, le réseau des centres sociaux et la Fédération des centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) sont engagés dans la lutte contre les discriminations. Un combat plus que jamais d'actualité, alors que les inégalités se creusent et que certains discours politiques attisent la peur du déclassement. Les idées d'extrême droite progressent, les théories masculinistes gagnent du terrain. Aux États-Unis, des droits fondamentaux comme l'IVG sont remis en cause, Donald Trump prend des décisions ségrégationnistes, homophobes, sexistes... En France, le procès des viols de Mazan a ravivé la prise de conscience sur les violences faites aux femmes et la question du consentement. Face à ces enjeux, la mobilisation doit s'intensifier. Ouvrir le débat, donner à chacun les moyens de s'exprimer et d'agir, se former, nouer des partenariats : autant de leviers que le réseau des centres sociaux entend renforcer pour transformer les rapports de domination, en impliquant directement les premiers concernés. Plus que jamais, il réaffirme sa détermination à agir. Dans ce numéro, cinq initiatives de terrain illustrent la diversité des actions menées pour faire reculer les discriminations.



“ Face à ces enjeux, la mobilisation doit s'intensifier ”

Denis Brun
administrateur de la FCSF

c'estPossible! N°33

Une publication de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF)
10 rue Montcalm 75869 Paris Cedex 18
Téléphone 01 53 09 96 16
cestpossible@centres-sociaux.fr / www.centres-sociaux.fr
Comité de rédaction
Denis Tricoire, Patrice Ménard, Annie Cellerier, Vincent Divoux, Claude Gassmann, Patrick Meillier, Jean-Philippe Vanzeveren, Isabelle Zeller, Emmanuelle Feldman, Nour Eddine Laouer
Textes
Anne Dhoquois, Anouk Cohen, Madeline Durand, Maïa Cordier
Maquette Vincent Montagnana
Photos Droits réservés
Impression Centr'Imprim 36100 ISSOUDUN

sommaire



4 Ici et ailleurs
Des actualités de France et d'ailleurs sur des démarches de personnes essayant de changer les choses !

6 Dossier
Lutter contre les discriminations
Les centres sociaux en ordre de marche

12 Poster

14 Trois questions à...
Floréal Sotto
« Mécanismes de discrimination et rapports de domination »

15 Jeux

16 En images
Mayotte : lancement d'une fédération locale !

18 En direct du réseau
Quelques actualités du réseau des centres sociaux et de leurs partenaires !

20 Projet de réseau
Vers une consultation sur les priorités du projet de réseau

21 outil d'animation
Collectivités locales, organismes sociaux
Un outil pour tester et approfondir ses connaissances

22 Portrait
Rachid Ben-Elkheznadji
L'envie de partager ce qu'il a reçu

Ça bouge ici et ailleurs

LA CITATION ANGELA DAVIS

« Je n'accepterai plus les choses que je ne peux pas changer. Je changerai les choses que je ne peux pas accepter »



Née au sein d'une famille afro-américaine dans l'Alabama, Angela Davis est marquée très tôt par la ségrégation et le climat de violence envers sa communauté. En 1962, elle débute son cursus universitaire dans le Massachusetts puis effectue plusieurs

séjours en France et en Allemagne pour y étudier la philosophie. En 1970, Angela Davis est accusée d'avoir organisé une prise d'otage qui a fait quatre morts : son emprisonnement déclenche un vaste mouvement de soutien aux Etats-Unis et dans le monde. Elle sera par la suite

libérée, échappant ainsi à la peine de mort. Militante féministe et communiste, enseignante à l'université, autrice, théoricienne de l'intersectionnalité : Angela Davis a endossé de nombreux rôles et de multiples combats à travers ses écrits et ses discours.



« Le Bus en + » : des échanges autour de la santé sexuelle auprès des personnes en situation de handicap

Voilà un an et demi que ce bus sillonne le Médoc dans le but d'accompagner des personnes en perte d'autonomie, de la protection maternelle infantile en passant par le repérage des situations de violences conjugales ou intrafamiliales. En plus de ces missions-là, le Bus en + propose des temps d'échanges autour de la vie affective, le consentement et la vie sexuelle, auprès des personnes porteuses de handicap, sujet encore tabou.

Le travail - à vélo ! - c'est la santé !

Les nombreux bienfaits du sport sur le corps et l'esprit ne sont plus à prouver ! Mais saviez-vous que le fait d'aller au travail à vélo réduisait considérablement le risque de tomber malade ? En effet, une récente étude finlandaise tend à montrer que les personnes se rendant au travail à vélo prendraient moins de congés maladie que leur comparse automobiliste ou usagers des transports en commun. Le lien de causalité n'est pas encore tout à fait clair, mais cela prouve une fois de plus les bénéfices d'un exercice physique régulier.

TROP BIEN !



L'ORCHESTRE DES COLIBRIS : DE LA MUSIQUE POUR LES ENFANTS SOURDS

L'Orchestre des Colibris n'est pas un orchestre comme les autres : celui-ci propose à des enfants sourds et entendants de jouer collectivement de la musique et ainsi de profiter des bénéfices de cette pratique. Ce projet inédit a vu le jour à Marseille au sein du Conservatoire Pierre Barbizet et permet de former des duos entre enfants sourds et entendants qui pratiquent le même instrument. Fondé par le chef Frédéric Isoletta, père d'un enfant sourd, ce dernier a pu constater les bienfaits de la musique sur les enfants sourds.

ÇA VAUT DE L'OR !



DES CASTORS FONT ÉCONOMISER UN MILLION D'EUROS AU GOUVERNEMENT TCHÈQUE !

Cette information, aux airs de *fake news*, ne vient pas du magazine satirique *Le Gorafi* mais de l'agence tchèque pour la conservation de la nature. Ces rongeurs aux talents de construction ont rénové un terrain militaire au sud de Prague, prévu pour protéger des écrevisses en voie d'extinction. Le projet ayant pris du retard, une famille de castors - connus pour prévenir les inondations et préserver la biodiversité - s'est attelée à la tâche, créant une zone humide avec piscine et canaux. Et tout cela bénévolement !

CONNAISSEZ-VOUS ?

MOONWAY : UNE APPLI POUR LUTTER CONTRE LE HARCÈLEMENT DE RUE

Se déplacer en tant que femme dans l'espace public peut être un défi. Chaque année en France, trois millions de femmes subissent du harcèlement, de la drague intrusive aux violences sexistes. Pour y remédier, MoonWay permet de partager son trajet avec d'autres membres pour se déplacer à plusieurs. « *Le but est de créer une chaîne de solidarité où les femmes se sentent protégées en marchant ensemble* », explique Manon Delos, la fondatrice. En préparation, l'application devrait voir le jour fin 2025.



L'IMAGE DU NUMÉRO



Photo : @antitechresistance

LE GRAND PALAIS SE PARE D'UNE ŒUVRE DE L'ARTISTE JOANIE LEMERCIER, À L'OCCASION DU SOMMET AUTOUR DE L'IA

Telle une menace, la célèbre citation « *Big Brother is watching you* », tirée de 1984 de George Orwell, était projetée sur la façade du Grand Palais à Paris du 27 au 28 janvier, lors du sommet sur l'Intelligence Artificielle (IA). Cette œuvre a été réalisée par Joanie Lemerrier, artiste spécialisée dans les nouvelles technologies. On pouvait aussi lire « *AI Kills* » et « *Anti-Tech Résistance* ». Bien que ce sommet promeuve une IA éthique, la présence d'invités comme J.D. Vance, le vice-président américain, a suscité des doutes. Dans cette continuité, l'association ATR (Anti-Tech Resistance) organise un contre-sommet pour alerter sur les impacts de l'IA : renforcement des régimes autoritaires, menace sur l'emploi, consommation énergétique des *data-centers*, etc.

À VOUS DE JOUER

RIPOSTER FACE AU SEXISME GRÂCE AU JEU « MOI C'EST MADAME »



À court d'idées et de punchlines pour répondre aux remarques sexistes ? Ce jeu de cartes est fait pour vous ! Vous pouvez vous-même imaginer des réponses cinglantes pour couper la chique aux machos sexistes ou bien piocher dans les propositions du jeu. Agrémenté de défis et de challenge, ce jeu est un excellent moyen pour sensibiliser le plus

grand nombre à l'égalité femmes/hommes. L'occasion également d'en apprendre un peu plus sur la culture féministe tout en favorisant la sororité ainsi que la créativité, et cela de manière ludique et coopérative. Une version spéciale pour les adolescents est même disponible !

ailleurs

NORVÈGE : LES ÉLEVAGES D'ANIMAUX À FOURRURE DÉSORMAIS INTERDITS



Début février, la Norvège a officiellement interdit - après avoir voté la loi en 2019 - l'élevage d'animaux à destination du commerce de fourrure. En effet, au moment du vote de la loi, la Norvège était l'un des producteurs les plus prolifiques au monde. Une application de la loi qui intervient dans un contexte européen où la production de la fourrure d'animaux diminue grandement : avant la Norvège, dix pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Autriche ou encore les Pays-Bas avaient mis un terme à la production de fourrure. En plus de ne pas respecter le bien-être animal, ces élevages sont extrêmement polluants : une bonne nouvelle pour nos amis à poil mais également pour l'environnement !

UN « DIABLE NOIR DES ABYSSES » VU ET PHOTOGRAPHIÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS



Son nom ne vous dit peut-être rien, mais son apparence atypique et étrange vous est sûrement familière, tant ce poisson peuple notre imaginaire. Il est notamment présent dans *Le Monde de Nemo*, où il manque de peu de dévorer Dori ! Le 26 janvier, au large de Tenerife, plusieurs scientifiques de l'ONG Condrik Tenerife ont eu la surprise de découvrir une baudroie des abysses, poisson qui ne quitte normalement pas les fonds océaniques. Une courte vidéo sur Instagram a créé l'événement dans le monde scientifique : il pourrait s'agir de la première observation en plein jour et en surface de ce poisson légendaire. Mâchoire béante, crocs acérés et leurre bioluminescent attaché à leur front pour tromper leurs proies : ce sont de véritables prédateurs des profondeurs. Néanmoins, le poisson aperçu n'a survécu que quelques heures, son apparition étant sans doute liée à un prédateur, une maladie ou un courant ascendant.



Lutter contre les discriminations

les centres sociaux en ordre de marche

Débattre, expérimenter, partager, soutenir... Autant de leviers utilisés par les centres sociaux pour lutter contre les discriminations et les rapports de domination. Ou comment insuffler aux quatre coins de la France **un esprit d'ouverture et de tolérance.**

UN DOSSIER RÉALISÉ PAR ANNE DHOQUOIS

Mettre en situation. C'est tout l'objet de l'Espace Égalité, qui a ouvert ses portes à Strasbourg en 2019. Préalablement installé dans une école, le lieu a déménagé en novembre 2023 dans un endroit dédié qui s'étend sur 800m2 et devrait encore s'agrandir. Le concept, élaboré par la mairie et une quinzaine de structures dont le centre social Victor Schoelcher, est simple : à travers une ville reconstituée, avec sa place centrale, sa mairie, son épicerie, son école, son tribunal, etc., des jeunes âgés de 5 à 13 ans - le public cible - expérimentent la discrimination

pour mieux la comprendre et en débattre. C'est ce que l'on nomme la pédagogie du détour qui s'incarne dans un jeu, ou bien l'immersion dans une histoire. Il en va ainsi de l'atelier « vote ». Les jeunes sont invités à se prononcer en mairie pour ou contre le port de l'uniforme à l'école. Ils font la queue pour se rendre à l'isoloir, chacun portant un macaron de couleur différente. « À un moment donné, le médiateur dit que les "bleus" sont interdits de vote car ils ne sont pas compétents. L'idée, c'est de leur faire vivre une injustice, une situation de discrimination et de voir leurs réactions », expose Noé Pincemaille, l'un des

médiateurs de l'espace. La suite se joue devant un tribunal reconstitué où témoins de la scène, accusé et jeunes exclus du vote se relaient à la barre. L'ensemble permet de faire un rappel de la loi : discriminer constitue un délit !

Au cours de ce parcours immersif, le public peut également se familiariser avec des produits et des recettes du monde entier dans l'épicerie, essayer d'écrire en braille sur les bancs d'une école, découvrir une série de portraits de femmes remarquables, mais injustement méconnues ou invisibilisées, découvrir dans un musée une série de portraits de femmes... Moyen efficace de prendre conscience d'un des 26 critères de discrimination, celui lié au sexe. « Le mot "discrimination" n'est jamais prononcé durant la visite, surtout pas par les adultes, qui ne sont pas là pour enseigner. Ce sont aux jeunes de découvrir par eux-mêmes ●●●

“ L'idée, c'est de leur faire vivre une injustice, une situation de discrimination et de voir leurs réactions ”

« et de comprendre de quoi il s'agit », précise Valérie Kulak, coordinatrice du secteur enfance du centre social Victor Schoelcher.

Le jour où nous visitons l'espace, une vingtaine de salariés de centres sociaux de la ville de Strasbourg et de ses alentours ont fait le déplacement pour apprivoiser l'endroit avant d'y amener leurs adhérents. Selon Valérie Kulak, « l'espace donne des idées aux animateurs sur la façon d'aborder ces thématiques avec les jeunes, pour régler un conflit entre un garçon et une fille ou rétorquer lorsqu'ils entendent des propos discriminants. Ici, ils trouvent des réponses et des outils ». Christelle Heitmann, référente familles du centre social et familial de Wasselonne, confirme : « le parcours est très diversifié et permet d'aborder des sujets importants de façon ludique, créative et adaptée aux enfants ».

Pour autant, une fois sorti de l'espace, qu'en reste-t-il ? La question est complexe et la réponse doit prendre en compte le temps long. « Après leur parcours, c'est important que les professeurs fassent un suivi auprès des enfants, recueillent leurs paroles par rapport à leur expérience et travaillent à partir de cette matière », affirme ainsi Valérie Kulak.

De nouvelles thématiques

Entièrement gratuit, l'Espace égalité a accueilli, sur l'année scolaire 2023-2024, près de 5000 personnes dont une majorité de professeurs avec leurs élèves. Un comité de pilotage, composé de la ville et des associations partenaires, se réunit une fois par mois pour faire évoluer le lieu. Le



Photo : Laetitia Piccarreta pour Strasbourg Eurometropole

collectif a récemment déposé une demande de subvention auprès de la Fondation de France pour concevoir et fabriquer de nouveaux ateliers sur des thématiques peu traitées à ce jour tels que le racisme et les faits religieux, les identités multiples et les discriminations envers la communauté LGBTQ+. Selon Noé, il y a urgence à les intégrer dans le parcours. « Les enfants aiment ce qu'ils vivent ici, c'est une expérience positive. Mais si on entend peu de propos racistes de leur part, sur ce point des progrès ont été réalisés, ce n'est pas le cas d'autres types de préjugés envers les femmes, les homosexuels ou les personnes trans. C'est parfois très choquant ».

De fait, l'homophobie et la transphobie traversent l'ensemble de la société. Les centres sociaux n'en sont pas exempts. Pour combattre ce type de discrimination, il est préférable de savoir de quoi on parle. C'est l'objectif d'une formation sur la dysphorie de genre, qui s'est d'abord tenue dans le centre

↑ L'espace égalité à Strasbourg (67)

social La Cascade à Verdun (55) auprès d'une quinzaine de salariés, de bénévoles et d'habitants. Pascal Pesnel, animateur fédéral à l'Union Régionale du Grand Est (URGE), était également présent. « On a organisé cette séance car pour la première fois, on nous a fait remonter des difficultés concernant l'accueil de personnes en transition : peur d'être maladroit, de froisser », expose-t-il. Durant deux heures, la sexologue clinicienne Laure Hickel a expliqué des concepts clés tels que le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, précisé ce que sont la dysphorie de genre ou l'ambiguïté sexuelle, outillé les participants pour une communication plus inclusive... « On a échangé dans un climat de confiance. Grâce aux apports de Laure et à des témoignages d'adolescents, des appréhensions ont été levées », affirme Pascal. De quoi convaincre l'URGE de proposer une autre session d'une journée, axée sur « l'accueil inconditionnel et diversité sexuelle ». Organisée à Charleville-Mézières en novembre 2024, elle a réuni des professionnels de l'accueil issus de quatre centres sociaux des Ardennes. Laure commente : « Je n'ai pas ressenti de préjugés durant ces

“ C'est un combat qui me tient à cœur. Certains propos me rendent fou ”

sessions, plutôt de la méconnaissance et une volonté de se doter d'apports théoriques afin d'apprendre à utiliser les bons mots. S'informer permet de mieux rentrer en relation avec ces jeunes-là ». Ce n'est pas Boualem Aznag qui dira le contraire. Responsable jeunesse au SARC (Social Animation Ronde-Couture), il redoute que les jeunes concernés se dissimulent ou ne viennent pas au centre social par peur du rejet. Il confie : « C'est important d'avoir les clés de compréhension au cas où le problème se pose, de ne pas faire d'impair et

de se doter d'une base commune de connaissances afin de fournir les mêmes réponses ». Selon lui, la formation a réellement permis de mieux appréhender ce que vivent ces jeunes. Le problème... « c'est que l'on marche sur des œufs, regrette Laure. Au sein de certaines communautés, parler de sexe est déjà tabou. C'est même plus compliqué aujourd'hui d'évoquer ces questions ».

De l'importance de s'outiller

À ce jour, aucune autre session n'a été programmée au sein des centres sociaux du Grand Est. Or, « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde », disait Camus. D'où l'importance de la formation, sous toutes ses formes. Celle-ci peut par exemple s'incarner dans un Réseau jeunes départemental (RJD). Organisé depuis 2020 dans l'Ain, celui d'avril 2024 a été porté par un groupe

de dix adolescents âgés de 13 à 17 ans, qui ont choisi la thématique, « agir contre le racisme », et la programmation. Durant quatre jours, 63 jeunes du département, issus de 14 centres sociaux, ont participé à diverses activités : porteurs de paroles, micro-trottoir, création artistique (slam, vidéo, chorégraphie)... « À la fin de l'évènement, certains jeunes ont exprimé leur envie de continuer à agir contre les discriminations. Accompagnés par leurs animateurs, dont certains travaillent en inter-centres, ils ont commencé à y réfléchir. Plusieurs pistes émergent : création d'une chaîne YouTube sur les actions menées, organisation d'un banquet citoyen, visite du Camp des Milles, camp d'internement et de déportation... », relate Laetitia Douhard, chargée de mission à la fédération départementale des centres sociaux de l'Ain. Grâce à un financement d'Erasmus + sur le volet « participation des jeunes », ●●●

↓ Porteurs de paroles lors du Réseau Jeunes de l'Ain sur le racisme (avril 2024)



“ C'est important d'avoir les clés de compréhension [...] et de se doter d'une base commune de connaissances ”

les projets devraient se concrétiser d'ici la fin de l'année 2025. Julia Demesy, 13 ans, fait partie du groupe moteur, tout comme Dylan Basset-Guillet. Pour la jeune-fille, « en débattre entre jeunes et avec des adultes permet d'entendre des avis différents, de faire passer des messages mais aussi d'être plus outillés pour rétorquer quand on est témoin de phrases discriminantes ». Dylan, 15 ans, enchaîne : « C'est un combat qui me tient à cœur. Certains propos me rendent fou. J'ai eu envie de participer au projet pour me cultiver sur le sujet, apprendre à lutter contre les discriminations et faire changer les mentalités ».

Se former peut également s'incarner dans un café citoyen. C'est l'un des outils activés par le centre social de la Lande pour mieux intégrer les personnes immigrées, présentes en nombre sur Saint-Jacques-de-la-Lande (35). Pour aider à leur intégration, le centre social propose des ateliers sociolinguistiques et de connaissance du territoire, animés par des bénévoles. Outre cette activité, la structure organise depuis deux ans des cafés citoyens dont certains ont porté sur le thème de l'immigration. « Le principe, c'est de valoriser des témoignages d'habitants. On a donc invité des personnes migrantes à relater leurs galères pour venir jusqu'en France », rapporte Gaby Bonnard, président du centre social. Un autre café citoyen a mis à l'honneur des paroles d'habitants ayant accueilli chez eux des migrants et un troisième a été consacré à l'accueil de mineurs isolés en lien avec un collectif d'habitants qui se mobilise sur le sujet. « En rendant visibles ces investissements et ces parcours, cela fait bouger des lignes car des liens se créent », commente-t-il. Agnès Jan-Leroy, adhérente du centre social, l'admet bien volontiers : « On a tous des clichés. C'est bien d'en prendre conscience, de les combattre et de s'ouvrir aux autres »,



“ On a tous des clichés. C'est bien d'en prendre conscience, de les combattre ”

↑ Conférence décalé « Soignons nos préjugés » au centre social de Saint-Jacques-de-la-Lande (35)

commente-t-elle. Philippe Alain, bénévole aux ateliers sociolinguistiques, ajoute : « Il est important de contrebalancer des discours entendus dans les médias dominants ou dans la bouche de nos hommes politiques que l'on peut résumer par "les migrants sont dangereux et coûtent chers", par d'autres discours. C'est ce que font les cafés citoyens en leur donnant la parole ».

Au-delà de l'entre-soi

La limite d'un tel exercice : ceux qui participent à ces événements témoigne déjà d'une ouverture d'esprit. D'où la question que s'est posée la fédération Centre Val de Loire : comment lutter contre les idées d'extrême droite ? Tout commence lors de leur Assemblée générale de juin 2023 durant laquelle est votée une motion sur ce thème. À la suite de cette approbation, est lancé un groupe de travail sur la mobilisation du réseau, réunissant des salariés et des bénévoles. De là ont notamment émergé deux projets de cellule de

veille, animés par une petite dizaine d'habitants, issus de deux centres sociaux, celui de la Rabière à Joué-lès-Tours (37) et celui du pont Bourdeau à Saint-Jean-de-Braye (45). En cours de création, le dispositif comprendrait notamment une permanence d'écoute mensuelle pour recevoir les victimes de discrimination. Les habitants impliqués ont d'ores et déjà rencontré le délégué local du défenseur des droits afin d'accompagner au mieux les personnes reçues. Ils ont également assisté à une formation d'une journée - « Des valeurs à l'action » -, organisée le 7 février par la fédération régionale pour s'acculturer sur le sujet, mettre en commun les avancées du groupe de travail, débattre sur des phrases entendues au sein des centres sociaux tels que « on ne se sent plus chez nous »... Le tout permettant de mieux identifier les cas de discrimination et de savoir comment agir ou réagir. « On a voulu recentrer sur notre objectif de départ, même si cela divise le réseau. Certains

« Discriminations & dominations : Agir au quotidien pour une société plus juste » : un colloque ressource

Le 11 octobre dernier, une centaine de professionnels et bénévoles de centres sociaux et de fédérations se sont réunis pour un colloque ressource sous le soleil d'Avignon.



Cette journée a été animée par la sociologue Floréal Sotto, formatrice spécialisée sur les discriminations, et co-animée par la designeuse graphique Patricia Tonnellier, qui a illustré les contenus de la conférence à travers des schémas et des illustrations. Ce colloque avait pour objectif d'examiner le fonctionnement des discriminations et des rapports de domination, à l'aide de plusieurs outils très concrets. Il a également permis d'appréhender plusieurs notions juridiques (discrimination, harcèlement, agression), des concepts comme les biais cognitifs, les 8 grandes idéologies hiérarchisantes (sexisme, racisme, genrisme hétérosexisme, validisme, religionisme, classisme, agisme) ou encore les micro-agressions. De nombreux apports qui ont permis de découvrir des outils pouvant être réutilisés dans les centres sociaux. « Des ressources idéales pour convaincre simplement et faire adhérer les gens », selon Jade Rosine, chargée de mission égalité femmes-hommes dans le Val-d'Oise (95), qui

intervient notamment dans des centres sociaux. Pour Anthony Lorin, animateur jeunesse au centre social La Passerelle situé à Châtillon sur la Chalaronne dans l'Ain, « la déconstruction des mots, l'étude de l'étymologie et le décorticage des concepts facilitent la compréhension ». Les participants ont pu échanger autour de situations de discriminations vécues ou constatées, aborder les différentes stratégies de réaction (notamment en s'entraînant à réagir face à une situation donnée) mais aussi brainstormer autour des postures non discriminantes dans la relation aux habitants, ainsi que des actions à mettre en place pour agir contre les discriminations dans les équipes des centres sociaux et à destination des habitants. « C'est un vrai sujet, avec son lot de complexités, qui mérite qu'on prenne du temps et de l'énergie pour le travailler », affirme Sarah Chion, déléguée adjointe de la fédération des centres sociaux d'Ardèche. Une journée riche, pleine de ressources et de leviers, qui ouvre le champ des possibles.

↓ Formation « Des valeurs à l'action » en Centre Val de Loire en février 2024



“ Il y a urgence à se mobiliser collectivement pour sauver notre modèle démocratique ”

craignent que notre positionnement contre les idées d'extrême droite rebute une partie du public, qui ne viendrait plus dans nos structures... Or, selon moi, il y a urgence à se mobiliser collectivement pour sauver notre modèle démocratique », affirme Sylvie Lacroix, animatrice fédérale. C'est bien ce qui anime Hanane Favario, habitante de Joué-lès-Tours, impliquée dans la cellule de veille : « Les élections législatives, ça m'a réveillé. Il fallait réagir. La cellule de veille va permettre aux gens de se confier, d'exprimer leur colère, de se faire aider s'ils sont victimes de discrimination... C'est notre façon de lutter contre le sentiment d'impunité ». Elle ajoute : « On espère avoir de l'impact et convaincre d'autres territoires de monter leur propre cellule de veille. On veut voir loin ».



**Les centres sociaux n'ont
plus les moyens d'agir**

**Le lien et la
cohésion sociale
n'attendent pas !**





1 2 3 QUESTIONS À...

Floréal Sotto

« Mécanismes de discrimination et rapports de domination »

Floréal Sotto, spécialiste de la lutte contre les discriminations, le harcèlement et les violences sexistes, anime des conférences, propose des formations et accompagne les structures engagées sur ces enjeux.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANOUK COHEN

1 **Qu'est-ce qu'une discrimination ?**
L'étymologie du mot "discrimination" renvoie à l'idée de séparer. Discriminer, c'est distinguer les individus selon des critères comme les origines supposées, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le sexe, la religion, etc. On peut considérer la discrimination comme un « outil » qui concrétise les rapports de domination au sein de la société. Juridiquement, elle désigne les inégalités dans l'accès à l'emploi, au logement, à l'éducation, etc. Elle peut également se manifester sous des formes plus insidieuses, telles que la stigmatisation, les micro-agressions quotidiennes - rappelant les normes sociales - ou encore les violences physiques. Les discriminations peuvent aussi être institutionnalisées à travers des inégalités engendrées par les lois ou les politiques publiques, comme l'impossibilité pour les parents de choisir librement la répartition de la durée des congés maternité et paternité.

2 **Quels sont les plus grands défis dans la lutte contre les discriminations ?**
Le premier défi est de permettre aux personnes discriminées de s'exprimer pleinement, en veillant à ce que leur voix ne soit plus étouffée par celles des personnes privilégiées. Reconnaître ces expériences est essentiel pour avancer vers l'égalité. Le deuxième défi consiste à faire comprendre que les discriminations ne doivent pas être réduites à leur définition juridique, pour ne pas invalider le vécu des personnes, car elles ont des conséquences tout aussi délétères. Enfin, le troisième défi est de mettre en lumière les privilèges et d'inciter à leur remise en question. Mais le privilège est souvent invisible pour celles et ceux qui en bénéficient. Pour construire une société plus égalitaire, il ne suffit pas d'accorder davantage de droits aux personnes discriminées ; il est nécessaire que les privilégiés acceptent d'y renoncer, ce qui entraîne inévitablement des résistances. La lutte contre les discriminations se joue à deux

niveaux : au quotidien, à l'échelle individuelle, et dans la transformation des structures sociales et politiques.

3 **Quel est le rôle des centres sociaux dans cette lutte ?**
Les centres sociaux ont notamment pour mission de compenser les inégalités systémiques. Dans certains territoires, fragmentés socialement, le manque d'infrastructures (santé, éducation...) limite les perspectives des habitantes et habitants car ils souffrent d'un manque d'investissement public. Ces déséquilibres créent une fracture dans les opportunités. Les centres sociaux offrent d'autres possibilités en créant du lien social et en proposant des activités, notamment dans des contextes où l'accès aux loisirs et à la culture sont limités. Ils jouent aussi un rôle de terrain en recueillant les besoins des habitants et en servant de relais avec les décideurs. Plutôt que d'imposer des politiques déconnectées du vécu, ils valorisent le « savoir chaud », souvent plus puissant que le « savoir froid » théorique. Enfin, les professionnels et les bénévoles doivent se former à ces enjeux. Plus on comprend les mécanismes discriminatoires, mieux on sait les repérer et agir efficacement.

“ Les centres sociaux offrent d'autres perspectives en créant du lien social.”

Jeux 7 différences

Écrivez-nous à cestpossible@centres-sociaux.fr

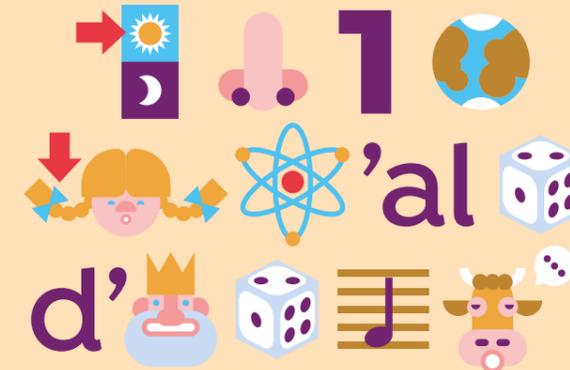


Photo : Ibrahim MColo

1 Le sac rose à gauche a disparu 2 Le t-shirt de la petite fille au premier plan a changé de couleur 3 Le récipient blanc à gauche a disparu 4 Un poster est apparu au-dessus du garçon en t-shirt rouge 5 Le mot « FRANCE » a disparu du dos du t-shirt bleu du petit garçon au centre 6 Le petit garçon au t-shirt rouge porte désormais une casquette 7 Le voile de la femme à droite a changé de couleur

rébus

Indice : c'est le 8 mars !



Réponse Journée internationale des droits des femmes (jour-nez-un-terre-nate-ion,al-dé-d-roi-dé-fa-meu)

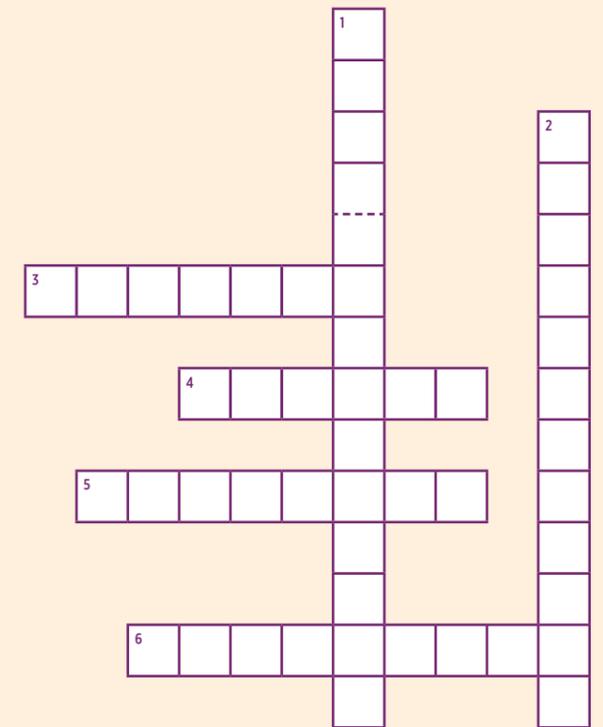
le saviez-vous ?



Vivre plus longtemps... Grâce au lien social !

Au sein de notre réseau, nous avons à cœur de développer les liens sociaux. En plus de ses nombreux avantages, des recherches récentes montrent l'impact du lien social sur la longévité. Le biologiste Roberto Salguero-Gómez a étudié 152 espèces, de la méduse aux humains, et a démontré que les plus sociales retardent leur maturité et vivent plus longtemps. Vivons longtemps, vivons en collectif !

mots-croisés



HORIZONTAL

- 3 Qualité de ce qui est égal
- 4 En sociologie, désigne une égalité de la représentation de deux parties
- 5 Qui intègre une personne ou un groupe en mettant fin à leur exclusion
- 6 Attitude qui consiste à admettre chez autrui une manière de penser ou d'agir différente de celle qu'on adopte soi-même

VERTICAL

- 1 Individu, groupe, organisation choisis pour endosser une responsabilité ou expier une faute
- 2 Opinions toutes faites, positives ou négatives, parfois caricaturales

Réponses HORIZONTAL 3 Égalité 4 Partis 5 Inclusif 6 Tolérance VERTICAL 1 Bouc émissaire 2 Stéréotypes

La cohésion sociale n'est pas une option !

En janvier 2024, notre réseau lançait son appel aux coresponsables de la cohésion sociale pour alerter sur la situation économique des structures. Un an plus tard, **des premières réponses ont été apportées**, mais elles sont loin d'être à la hauteur.

Une mobilisation et des premiers résultats

En 2024, plus de 150 000 personnes, habitants, élus locaux, parlementaires et médias relayaient cette interpellation : un centre social qui licencie, réduit ses activités ou ferme, c'est autant de services et de vitalité qui disparaissent des territoires. Le 7 mars, la FCSF réunissait la Ministre des Solidarités, les organismes sociaux et associations d'élus pour construire des solutions lors du rendez-vous de la cohésion sociale.

- Cette mobilisation a permis :
- Un Fonds d'aide exceptionnel de 11,7 M€ piloté par la Cnaf ;
 - Des revalorisations de prestations de service ;
 - Une hausse du soutien national de la CCSMA et des MSA ;
 - Une mission vieillissement côté CNAV et Carsat.

Localement, certaines collectivités ont maintenu (dans un contexte de tension budgétaire) ou renforcé leur soutien, des CAF ont mobilisé des fonds propres, et des espaces de travail multipartenariaux ont émergé.

Malgré ces avancées, les réponses restent insuffisantes. Le Fonds d'aide a sauvé plusieurs structures mais demeure un soutien partiel et à court terme. De plus, des engagements sur des réformes de fond - modèles socio-économiques (MSE), simplification administrative - restent en suspens, et les collectivités subissent de fortes restrictions budgétaires. Pourtant, la cohésion sociale n'est pas une option !

En 2025, on ne lâche rien !

Sur la base d'une nouvelle enquête auprès des centres sociaux sur leur situation début 2025, nous poussons l'État à ouvrir les chantiers MSE et simplification administrative. Nous travaillerons sur les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM), principale source de tension économique dans notre réseau. Nous portons l'ensemble de nos attentes dans la révision de la circulaire Cnaf et animons des espaces de travail avec les collectivités, associant les fédérations et les centres sociaux. Autant d'actions complémentaires à celles menées localement. Ensemble, restons mobilisés : notre capacité à impulser la transformation sociale assurera notre reconnaissance et notre soutien !



« Et les élections municipales 2026 ? »



On l'a vu ces derniers mois : une partie des réponses doit se trouver localement, auprès des collectivités, des CAF... et notamment

des communes, qui restent le premier financeur des centres sociaux (et le 2^{ème} pour les EVS). Aussi, la perspective des élections municipales prévues en mars 2026 peut être une opportunité pour interpeller les candidats sur la situation économique des structures et faire reconnaître leur apport pour les territoires.

Mayotte : lancement d'une fédération locale !

Depuis quelques années, la FCSF accompagne le développement du réseau mahorais, **en pleine expansion !** REPORTAGE PHOTO IBRAHIM MCOLO



À la fin de l'année 2024, les 16 associations et collectivités locales qui gèrent des centres sociaux et EVS se sont réunies pour créer leur fédération locale.



Les habitants étaient au rendez-vous pour montrer le dynamisme de leurs centres : ateliers musique, danse, maquillage, confection de colliers de jasmin, jeux, expo photo sur le développement durable, radio libre, initiation numérique...



Au mois de novembre, les 6 structures en préfiguration de centre social se sont rencontrées, dans le cadre d'une formation sur les bases du fonctionnement des centres sociaux.



La FCSF exprime tout son soutien à Mayotte et est de tout cœur avec ses habitants. Elle partage toute sa solidarité aux acteurs associatifs, collectivités locales et organismes sociaux (voir page suivante).

ça bouge dans le réseau

C'est quoi la FCSF ?

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) est une association créée en 1922, reconnue d'utilité publique, qui fédère plus de 1500 structures, partout en France. Elle édite ce journal, mais fait pleins d'autres choses : elle représente les centres sociaux auprès des pouvoirs publics, propose des formations, anime des réflexions, porte des dispositifs, soutient les membres de son réseau. Plus d'informations : www.centres-sociaux.fr

LE CHIFFRE DU MOIS

522 C'est le nombre de ressources qui se trouve sur la plateforme égalité et lutte contre les discriminations. Le site ressources egalitelcd.fr a déjà un an ! Pensé comme un véritable espace ressources numériques, il a vocation à outiller les centres sociaux, et au-delà, l'ensemble des acteurs de la lutte pour un monde plus juste. Plus de 500 ressources sont répertoriées, autour des thématiques variées telles que l'âge, l'apparence physique, le genre, l'origine mais aussi de formats et de sources diverses (réseaux associatifs, institutions, médias...).

À LIRE

LA REVUE « APPROCHES COOPÉRATIVES » SUR LES CENTRES SOCIAUX ET EVS



Cette revue associative trimestrielle est consacrée aux problématiques sociétales et souhaite montrer, grâce à des reportages et des interviews, comment les approches coopératives apportent des perspectives originales et efficaces pour contribuer à la résolution des problèmes. Le dernier numéro (hiver 2024) a été réalisé en partenariat avec la FCSF et balaye la question de la cohésion sociale au cœur des territoires, au prisme des centres sociaux et EVS. Au programme de ce numéro : des interviews d'élus, des articles extraits du magazine *C'est Possible !* ainsi que des initiatives made in centre social. A retrouver sur www.approchescooperatives.org

RÉSEAU

SOUTIEN À MAYOTTE SUITE AU CYCLONE CHIDO

Suite au cyclone Chido qui a dévasté Mayotte en décembre dernier, le réseau des centres sociaux apporte son soutien : une aide financière (une cagnotte en ligne a été ouverte par la FCSF accessible sur www.centres-sociaux.fr) et la mise en place d'un compagnonnage (échanges entre pairs, formations, réserve de professionnels pour apporter du répit aux équipes locales...). De premières aides d'urgence ont été débloquées, notamment pour l'accueil de jeunes et d'enfants. La délégation mahoraise a rencontré plusieurs partenaires institutionnels (ELISFA, DGOM, DGCS, DJEPVA), qui se montrent attentifs et prêts à examiner d'éventuelles propositions de soutien. Des initiatives du réseau sont également en train d'être remontées (campagne de dons, collecte de matériels, compagnonnage...).

EN DIRECT DE LA FCSF

CARAV'ALIM: LE DROIT À L'ALIMENTATION À L'HONNEUR

Carav'alim, c'est un mouvement d'éducation populaire pour le droit à l'alimentation, dont la FCSF fait partie depuis fin 2023. Il vise à soutenir et fédérer les groupes et initiatives qui se mobilisent avec les personnes concernées, pour l'accès à une alimentation digne et durable. Invité par le CESE en novembre dernier, Carav'alim a été auditionné par la Commission « Territoires, Alimentation, Agriculture » pour présenter ses constats et ses préconisations sur le sujet : « Quelles solutions pour permettre à tous de bénéficier d'une alimentation de qualité et en quantité suffisante ? ». La FCSF en était et a porté la nécessité de renforcer la démocratie alimentaire avec les premiers concernés, de protéger le droit à l'alimentation, de soutenir les initiatives et dispositifs qui soutiennent l'accès digne à une alimentation saine et durable (et notamment l'accessibilité financière), d'améliorer notre environnement alimentaire et soutenir une agriculture qui assure une alimentation de qualité. L'avis en cours de rédaction sera présenté en plénière du CESE en avril prochain !

en bref

En Vendée, des vidéos pour contrer les clichés sur les jeunes

Lancé en août 2024 avec le centre social Le Kiosque à Benet, ce projet mené par la Fédération des Centres Sociaux de Vendée a permis à des jeunes (14-18 ans) de se former à l'enregistrement son et vidéo, pour donner la parole aux premiers concernés. Après avoir débattu des clichés sur la jeunesse, ils ont interviewé d'autres jeunes sur cinq stéréotypes, comme "les jeunes sont fainéants" ou "les jeunes parlent mal". Ces échanges ont donné lieu à des vidéos et une exposition valorisant leurs témoignages, avec affiches et portraits des participants.

En Maine et Loire, une expérimentation de garderies solidaires

La garderie solidaire permet aux parents de confier leurs enfants le temps d'une soirée pour souffler, prendre du temps pour eux... L'accueil, sécurisé, est assuré par un professionnel Petite Enfance et des parents bénévoles. Né lors de la journée des parents solos 2023, il sera testé cette année dans deux centres sociaux du département : Jacques Tati à Angers et Ocsigène à St Léger Sous Cholet. Un projet soutenu par la Caf, la MSA et le Pacte des Solidarités.

À VOIR



A BAVANS, DÉVELOPPER LE POUVOIR D'AGIR AVEC LE THÉÂTRE

« Réveiller Champerriet ! », est une pièce de théâtre qui a pour point de départ les préoccupations des habitants du quartier Champerriet à Bavans. Cette pièce, unique en son genre, commence à voir le jour dans le cadre de la démarche « Paroles d'habitants » lancée en 2019. Six habitants y ont pris part, donnant naissance à un collectif. Soutenu par le centre ressources politique de la ville, la pièce retraçant l'histoire de leur mobilisation est née en

2023 ; elle a notamment été jouée au Congrès de Lille (pour lequel elle a été traduite et interprétée en anglais pour les collègues internationaux présents !). La pièce s'est produite en novembre dernier à la salle des Bains Douches, grande salle de spectacle au centre de Montbéliard. La pièce, aussi puissante sur le fond que sur la forme, aborde un sujet profond : des logements sociaux délabrés et des habitants forcés de déménager, en raison du bailleur social

qui n'investit plus pour rénover, dans un quartier où l'école n'existe plus. Les habitants qui voient leur histoire racontée sur scène par des comédiens, ont gagné en confiance pour interpeller les institutions et la maire de la commune, présente à la dernière représentation. Un bel exemple où la culture est un réel levier du pouvoir d'agir !
Programmez la pièce dans votre centre social : plaisancep56@gmail.com

INITIATIVE



A STRASBOURG, UN PROJET POUR DÉVELOPPER UN CENTRE SOCIAL AU TCHAD

Pour favoriser l'éducation, faciliter l'accès à ces ressources et soutenir les besoins locaux, le centre social l'Escale à Strasbourg a lancé un projet de solidarité internationale pour la construction d'un centre socio-culturel dans le village de Baro au Tchad, disposant de salles de formation, de couture, d'informatique, et de spectacle. Les habitants de Baro se sont mobilisés pour acheter le terrain où bâtir et fabriquer les briques pour la construction. Le centre social l'Escale a pu envoyer chaque année des représentants pour soutenir les habitants dans les préparatifs et ont fait don d'ordinateurs et de tablettes. Une cagnotte en ligne a été lancée afin d'acheter matériaux et mobilier : bit.ly/40ThyCz

A VENIR



L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FCSF

Cette année l'Assemblée générale de la FCSF aura lieu du vendredi 23 au samedi 24 mai au Centre Socio-Culturel l'Albatros situé à Lingolsheim (67). Le réseau des centres sociaux du Bas Rhin nous accueillera pour ce moment fort qui va être l'occasion de voter les priorités phares de notre projet de réseau à mettre au travail dans les années à venir (plus d'infos en page 20). Sans oublier les votes statutaires et moments conviviaux à la sauce alsacienne !

Vers une consultation sur les priorités du projet de réseau

Une consultation nationale des centres sociaux va être lancée afin de **définir les priorités phares du réseau** pour 2025-2028.

Des priorités communes pour transformer la société

En juin 2024, l'Assemblée générale de la FCSF a adopté le nouveau projet de réseau « Avec les habitant·es, bâtir une société plus juste ». Il porte pour ambition de renforcer le modèle centre social et de transformer la société sur onze grandes questions sociales.

Sur ces dernières, une consultation nationale sera menée au printemps 2025 pour mieux faire connaître le projet de réseau, obtenir une vision globale des préoccupations actuelles du réseau et déterminer les deux ou trois sujets sur lesquels les centres sociaux souhaitent agir collectivement pour transformer la société : les priorités phares.

Ces dernières guideront notre action collective pour les trois prochaines années, à travers un programme national dédié. Définir des priorités phares, c'est mettre la puissance de notre réseau au service de thématiques sur lesquelles il nous semble important d'agir aujourd'hui en tant que centres sociaux.

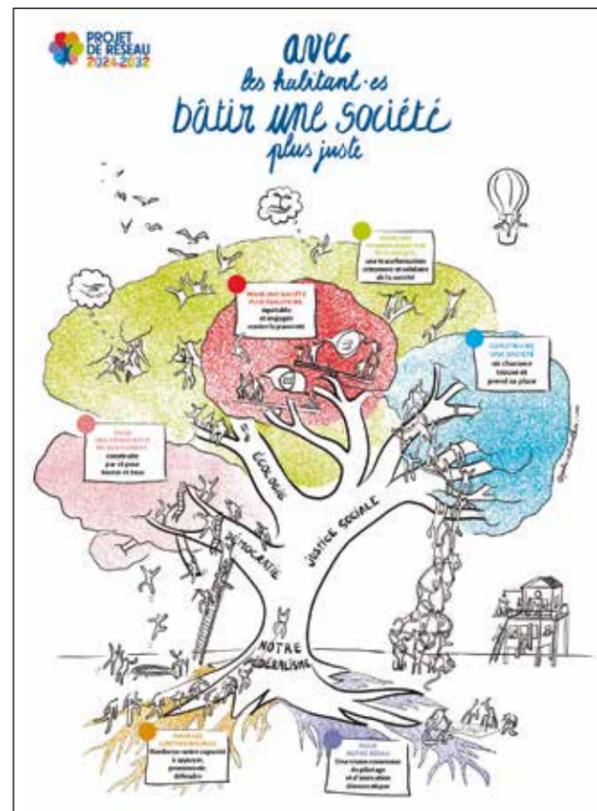
Un questionnaire diffusé au réseau

Un sondage unique sera diffusé par les fédérations départementales, les unions régionales ou la FCSF. Les questions se veulent simples et rapides à compléter et visent avant tout à identifier les priorités qui résonnent le plus avec les actions actuelles des centres sociaux, celles qui mériteraient une alliance à l'échelle nationale, ainsi que celles sur lesquelles chaque centre serait prêt à s'engager pour les trois prochaines années.

Les résultats seront collectés fin avril et analysés par territoire, offrant une photographie des sujets de préoccupation de l'ensemble du réseau sur les questions de société. Ces données serviront de base lors de l'Assemblée générale de la FCSF en mai 2025 pour choisir les priorités sociales phares pour 2025-2028.



Visionnez la vidéo animée sur le projet de réseau



Projet de réseau, kezako ?

Le projet de réseau 2024-2032 de la FCSF intitulé « Avec les habitant·es, bâtir une société plus juste » vise à renforcer la démocratie locale et la justice sociale. Il s'articule autour de six ambitions politiques :

- **Quatre pour la société** : transformation écologique, justice sociale, inclusion de chacun, et démocratie participative.
- **Deux pour le réseau** : soutien au modèle des centres sociaux et élaboration d'une gouvernance commune.

Une feuille de route 2024-2027 détaille 17 priorités, dont certaines seront désignées « phare » pour une mobilisation accrue. Ces priorités seront réévaluées tous les trois ans pour s'adapter aux besoins des habitants et aux capacités d'action des centres sociaux.

Collectivités locales, organismes sociaux

Un outil pour tester et approfondir ses connaissances

Dans le cadre de la formation « Communiquer avec les élus », destinée à renforcer le portage politique des centres sociaux par leurs administrateurs, il est question de faire un point sur le paysage institutionnel **dans lequel gravite le centre social**. Les acteurs avec qui nous sommes en lien sont nombreux, mais les connaissons-nous vraiment ?

1 Décrypter le paysage institutionnel

Pour faire reconnaître les apports du centre social dans les territoires ou peser sur les décisions publiques, les administrateurs doivent porter une communication politique auprès des décideurs. Il est essentiel de connaître leurs acteurs, leur fonctionnement, leurs compétences et la construction de leur budget afin d'être bien préparé à un rendez-vous partenarial.

2 Le but du jeu

Ce jeu regroupe des informations clés : compétences des communes et intercommunalités, qui possède la compétence « éducation populaire », répartition du budget de la Sécurité sociale, principaux financeurs des centres sociaux, impacts des lois de décentralisation... Pour chaque affirmation, il s'agit d'identifier l'acteur concerné (commune, intercommunalité, département, Caf, Carsat, État...).

3 Les règles du jeu

Chaque groupe reçoit une série de cartes avec des affirmations. Il doit les associer aux bons acteurs affichés au mur. Après un temps d'échange et de réflexion, les réponses sont mises en commun et corrigées collectivement pour approfondir les connaissances et faire culture commune.



4 Partir des connaissances de chacun

Ce jeu participatif part des connaissances de chacun. Le formateur apporte des compléments, mais l'objectif est d'apprendre ensemble. Sans devenir expert des collectivités locales, il permet de reposer les bases et d'identifier ce qu'il est pertinent de connaître de nos interlocuteurs avant de partir à leur rencontre.

Pour recevoir la version numérique du jeu, contactez : maia.cordier@centres-sociaux.fr

La formation « communiquer avec les élus »

Cette formation, pour laquelle ce jeu de cartes a été créé, propose aux administrateurs du réseau de

travailler leur relation aux élus locaux. On y parle posture et rôle d'élu de centre social, collectivités, idées reçues sur les centres sociaux et argumentaires.



Rachid Ben-Elkheznadji

L'envie de partager ce qu'il a reçu

Après avoir fréquenté le centre social enfant puis adolescent, **Rachid** est désormais animateur jeunesse dans le cadre de son service civique au sein du centre social Aires 10 dans le 10^{ème} arrondissement de Paris. L'occasion pour lui de s'engager en faveur de la jeunesse !

PORTRAIT RÉALISÉ PAR MADELINE DURAND

À tout juste 19 ans, ce jeune homme plein d'entrain partage son temps entre son travail dans une école maternelle où il est animateur, et son service civique dans le centre social Aires 10 dans le 10^{ème} arrondissement de Paris, où il a grandi et continue de vivre. Service civique qui est tout sauf le fruit du hasard : au Paris des Faubourg, centre social qu'il fréquente depuis sa plus tendre enfance, l'équipe et ses amis étaient à l'écoute de ses interrogations quant à son avenir, une fois le bac en poche. Pour eux, c'était une évidence : animateur jeunesse en service civique. Un projet qui semble lui convenir à merveille, tant il a besoin de se sentir utile. Actuellement, il travaille avec l'équipe du centre social et les jeunes à un projet mêlant théâtre et cinéma ainsi qu'un film : autant de projets rendus possibles par le collectif et la formidable équipe du centre social : « On peut faire beaucoup de choses et on a beaucoup de liberté. J'ai des collègues supers qui sont à fond et les jeunes sont toujours créatifs. J'ai l'impression de me voir il y a quelques années ! »

Le centre social comme tremplin

« Pour moi, le centre social est une grande famille, une maison où tout le monde peut venir, est égaux et a les mêmes droits. C'est une échappatoire et un point de repère. » Très vite, il a endossé le rôle d'animateur et est ainsi devenu acteur de

son centre social. Et ce changement de posture s'est fait tout naturellement, tant cela semble facile dans le centre social ! « Depuis que je suis tout petit, le centre social propose de monter des projets nous-même, avec des personnes supers qui nous encouragent. »

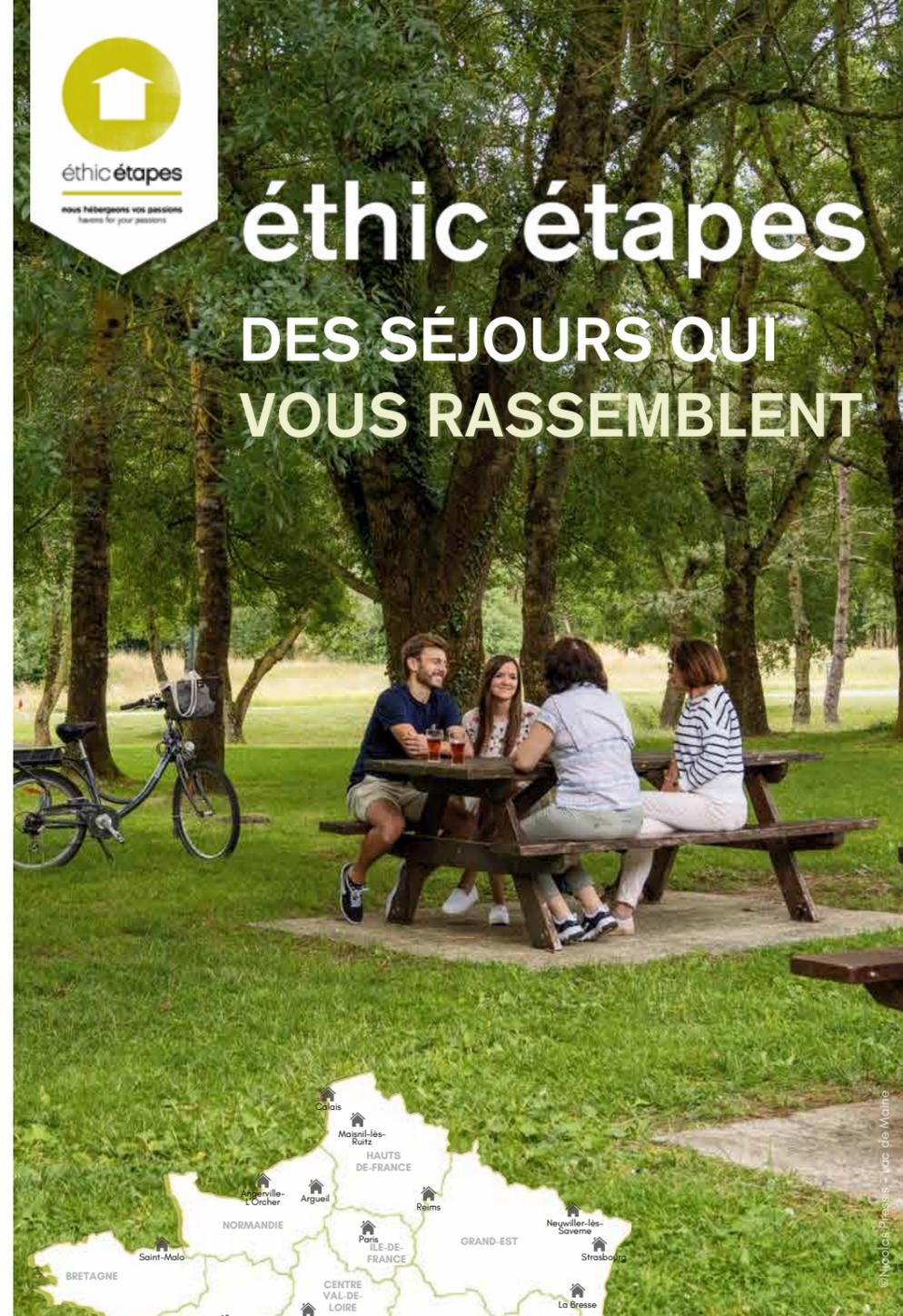
« Depuis que je suis tout petit, le centre social propose de monter des projets nous-même, avec des personnes supers qui nous encouragent. Le centre social, même si on a juste une idée, on peut la concrétiser et des personnes sont là pour nous accompagner. » Dernièrement, il a participé à l'organisation d'une grande kermesse - toujours dans le 10^{ème} arrondissement - à destination des jeunes qui ne peuvent partir en vacances. Il a même appris aux jeunes la technique du Flag issu du football américain, sport qu'il pratique depuis 3 ans, en plus du patin à glace qu'il a commencé il y a maintenant 10 ans. À la suite de cela, la mairie du 10^{ème} arrondissement l'a recontacté pour créer une association dont le but sera de penser et d'organiser des projets à destination du public jeune. Rachid Ben-Elkheznadji a donc repris le flambeau !

- 1 **2005**
Naissance dans le 18^{ème} arrondissement
- 2 **2010**
Première fois qu'il se rend dans un centre social
- 3 **2024**
Obtention du Bafa
- 4 **OCTOBRE 2024**
Début de son service civique



éthic étapes

DES SÉJOURS QUI VOUS RASSEMBLENT



34 établissements

partout en France pour vos séjours en famille et vos réunions professionnelles

éthic étapes c'est...

- Des chambres individuelles ou à partager
- Des restaurants servant des repas de qualité
- Des espaces de vie conviviaux
- Des salles de réunions équipées et modernes
- Des équipes engagées pour un tourisme durable



Pour aller plus loin
www.ethic-etapes.fr

VOTRE CENTRE SOCIAL EST ABONNÉ À TÈNK !

6

documentaires à projeter
gratuitement jusqu'au
31 mai 2025.

Découvrez-les grâce au **parcours médiation**
www.on-tenk.com/fr/parcours/fcsf

- Des liens ressources
- Des pistes d'animation
- De l'éducation à l'image
- Des fiches pédagogiques téléchargeables

Pour créer un compte, découvrir les films du semestre, échanger sur vos projections ou vous inscrire à la newsletter Tènk pour les centres sociaux, envoyez un mail à :
mediation@tenk.fr

tènk 